

Le pouvoir congolais se crispe

RDCongo Des activistes citoyens et des journalistes congolais et étrangers arrêtés.

Des membres de mouvements citoyens sénégalais, burkinabé et congolais, des journalistes – dont la correspondante française de la RTBF, Aurélie Fontaine, et un diplomate américain ont été arrêtés dimanche lors d'une réunion sur "l'engagement citoyen" à Kinshasa. Ils ont été détenus pendant plusieurs heures au siège de l'Agence nationale du renseignement (ANR). La conférence était animée à Kinshasa par des militants des mouvements citoyens sénégalais "Y'en a marre", burkinabé "Balai citoyen" et congolais "Lutte pour le changement". Selon le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende Omalanga, ces ressortissants sénégalais et burkinabés – qui ont été à la pointe de la mobilisation contre le pouvoir dans leurs pays respectifs – étaient venus non "*pas pour des conférences mais pour préparer des actes d'hostilité entre des groupes de Congolais*". La justice doit décider s'ils seront jugés ou expulsés.

Arrivées à l'ANR, les personnes interpellées ont été disposées dans la cour, au soleil, raconte Aurélie Fontaine. Celle-ci a vu les policiers "*bruta-*

liser certains leaders sénégalais et burkinabés en les jetant contre une voiture". Les personnes arrêtées ont ensuite été séparées et interrogées. Aurélie Fontaine, les autres journalistes français et le diplomate américain, directeur d'une division de l'agence Usaid, ont été relâchés vers 20 heures. Les autres protagonistes (une vingtaine, dont un journaliste congolais) "*continuent à être entendus*" par la police judiciaire concernant leur "*entreprise de déstabilisation*" du pays, a déclaré M. Mende.

Radicalisation du pouvoir

À Paris, la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme a réclamé la libération immédiate des activistes arrêtés. Le climat s'est fortement crispé en RDC depuis des manifestations violentes du 19 au 22 janvier qui ont fait, essentiellement dans la capitale, entre 27 et 42 morts, selon les sources. Les contestataires dénonçaient un projet de révision de la loi électorale qui aurait permis de prolonger le mandat du président congolais Joseph Kabila après la fin 2016, date de la fin de son quinquennat, alors que la Constitution lui interdit de briguer un nouveau mandat. Les arrestations de dimanche indiquent une "*radicalisation du pouvoir, qui se referme*", a affirmé à l'AFP un diplomate occidental. (D'après Belga et AFP)